

Revue européenne
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

Revue européenne des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

XLVI-141 | 2008

Processus d'évaluation des sciences sociales :
acteurs et valeurs

Processus d'évaluation des sciences sociales : acteurs et valeurs

Jean-Pierre Gaudin et Pierre Livet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/143>

DOI : 10.4000/ress.143

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2008

Pagination : 7-10

ISBN : 978-2-600-01220-1

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Jean-Pierre Gaudin et Pierre Livet, « Processus d'évaluation des sciences sociales : acteurs et valeurs », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLVI-141 | 2008, mis en ligne le 01 mai 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/143> ; DOI : 10.4000/ress.143

Jean-Pierre GAUDIN
Pierre LIVET

PROCESSUS D'ÉVALUATION DES SCIENCES SOCIALES : ACTEURS ET VALEURS

I. INTRODUCTION

Les sciences sociales sont désormais l'objet d'évaluations croissantes portant sur l'organisation des équipes de travail, sur leurs financements, et sur les résultats présentés. Pourquoi cette montée en puissance de l'évaluation, et sur quoi porte-t-elle ?

L'évaluation concerne la démarche, la méthode et le système de preuves. Elle porte également sur la pertinence sociale du sujet ou du thème proposé et la performance sociale des éclairages fournis. Une des raisons de cet attrait pour l'évaluation dans ces domaines, c'est que l'évaluation est censée contourner plusieurs difficultés que l'on pense propres aux sciences sociales. La première est le manque de consensus proprement théorique sur l'importance et la validité des résultats d'une recherche. La seconde est le soupçon que les sciences sociales décrivent et interprètent, mais ne possèdent pas de théorie de leur pratique, de méthode assurée de mise en œuvre de leurs instruments conceptuels les rendant susceptibles de prévoir l'évolution de la société et de la modifier dans un sens souhaité. La troisième est le soupçon que les différents courants en sciences sociales sont eux-mêmes portés en sous-main par des idéologies et des valeurs, et qu'il faut disposer d'outils de comparaison voire de mesure qui soient indépendants de ces prises de position.

Il est clair que l'évaluation elle-même n'échappe pas à ces difficultés. Mais l'espoir de ceux qui la développent est qu'en passant de l'absolu au comparatif – que ce soit dans la confrontation des diverses méthodes, dans la confrontation à divers terrains sociaux qu'il faudrait réguler – on va résoudre les trois difficultés, et en particulier la troisième : si on arrive à comparer, les méthodes qui réussiront ces comparaisons seront les outils indépendants que l'on recherche. Mais bien évidemment, cela revient à faire primer les « valeurs » de la comparabilité voire de la commensurabilité sur les valeurs contraires.

Or si l'économie politique a réussi un temps à utiliser le concept d'intérêt et à en faire la notion même qui part d'une motivation pour pouvoir la confronter à n'importe quelle autre – qui soit aussi un intérêt – dans des échanges ou des jeux stratégiques – il n'en est pas de même du concept de valeur (hors la valeur d'échange) qui joue plutôt un rôle contraire. Ce concept semble bien désigner à la fois ce qui exclut la comparabilité des valeurs entre elles et ce qui exige, pour manifester sa portée pratique, et non pas pour se réduire à une simple appartenance au règne de l'idéal, que des humains lui sacrifient des intérêts. En ce sens, d'ailleurs, l'évaluation elle-même implique de sacrifier certaines valeurs de la

recherche, de la description et de l'interprétation, à leur commensurabilité avec des intérêts sociaux, politiques et économiques. Elle utilise ainsi le mode de manifestation des valeurs en sens inverse, puisqu'elle sacrifie les valeurs aux intérêts.

Ce mouvement peut s'appuyer sur un autre déplacement, qui a concerné la constitution de la valeur de l'objectivité dans les sciences expérimentales. Il s'agissait de sacrifier des valeurs (finalistes, vitalistes, etc.) à des descriptions commensurables et qui donnent prise à des explications. Cette quête d'objectivité a permis de mettre en évidence le lien entre certaines méthodes et certaines valeurs (le recours à des expertises indépendantes, la publicité des résultats, etc.). Mais, par ailleurs, ce mouvement fonctionnait parce qu'il impliquait le désenchantement de la nature. Le problème est que le désenchantement de la société doit lui-même obéir au processus de manifestation de valeur par le sacrifice de quelque motivation, puisqu'il sacrifie les valeurs liées à l'«enchantement». La généralisation du désenchantement aboutirait alors à une sorte de guerre des motivations, chacune demandant le sacrifice des autres, une guerre qui ne serait plus une guerre des dieux, puisque finalement aucune motivation ne serait reconnue. La généralisation de l'évaluation et de la manière dont elle sacrifie les valeurs aux intérêts, loin d'instaurer un réseau d'objectivité dans un domaine mouvant et trop riche en interprétations non maîtrisées, nous ramènerait finalement au conflit des intérêts.

Est-ce qu'une autre évaluation serait possible? Une évaluation qui loin de nous appauvrir en valeur, nous enrichirait en valeurs, une évaluation qui mettrait en évidence les valeurs implicites communes à des interprétations d'abord opposées, une évaluation qui rendrait manifeste des valeurs en sacrifiant non pas tant les intérêts que les conflits entre intérêts? Quel serait le rapport entre cette évaluation et la recherche d'outils qui assurent des comparaisons voire des commensurabilités? Un souci de commensurabilité limitée – limitée à ce qui permet des coopérations au lieu de régler des conflits et des compétitions – est-il tenable?

L'objectif de notre rencontre n'est pas de produire ou de perfectionner un «guide de bonnes pratiques» de l'évaluation des sciences sociales. Mais plutôt d'approfondir la réflexion en remontant des démarches d'évaluation aux valeurs qui les sous-tendent, aux processus qui les mettent en œuvre, et de les replacer dans le rapport entre les conflits d'intérêt et les manifestations de valeurs.

II. MÉTHODES ET VALEURS DE L'ÉVALUATION

Nous interroger sur le rapport entre l'évaluation en sciences sociales et les valeurs liées aux enquêtes scientifiques, c'est d'abord poser des questions de méthode d'évaluation, mentionnons en particulier :

1. Les formes de pré-structuration de l'évaluation des résultats : – par le découpage thématique des appels d'offre (selon la décomposition plus ou moins marquée des questions mises en avant); – ainsi que par le temps de «recul» de l'évaluation (les évaluations ne seront probablement pas les mêmes juste en fin de programme ou 5 ans après).

2. L'existence ou non d'une rétroaction entre le jugement des évaluateurs et le point de vue des évalués. Quelles sont la valeur éthique et la valeur scientifique d'un processus contradictoire entre les uns et les autres ?
3. La question du « porté à connaissance », c'est-à-dire de la valorisation des travaux à d'autres groupes que ceux du monde académique. Ceci est très lié au caractère endogamique ou exogamique (degré d'introduction de chercheurs étrangers, de décideurs, d'acteurs du monde économique) des processus d'évaluation. Et cela pose la question des conditions de définition des frontières posées entre recherche, étude et expertise. Mais cela ouvre aussi un débat sur les arbitrages possibles, au sein de l'évaluation, entre intérêt scientifique des résultats et intérêt du sujet ou du thème au regard des attentes de la société. De ce fait, le choix des caractéristiques des évaluateurs (désignation/élection) apparaît non seulement comme un problème de compétence intrinsèque et de déontologie (conflits d'intérêts, batailles de courants ou de chapelles) mais aussi, de plus en plus, comme un dosage entre producteurs et « usagers » de recherches, au fur et à mesure que les financements de recherche prennent de l'ampleur et sont rattachables aux compétitions économiques.

Après nous être interrogés sur la capacité de l'évaluation à reprendre les valeurs de l'enquête scientifique, il nous faut nous interroger sur les rapports entre évaluations et conflits d'intérêts, ou conflits de motivation, et donc sur l'immersion de l'évaluation dans les enjeux socio-politico-économiques.

III. L'ÉVALUATION DANS LE JEU SOCIAL

On voit que plusieurs questions de principe apparaissent sous-jacentes aux méthodes d'évaluation, reliant ainsi des choix en valeur avec des agencements pratiques de procédures et des stratégies d'acteurs. On pense ici en particulier à :

1. La détermination de la valeur (soit la définition même de l'évaluation) des recherches SHS est rendue incertaine par l'interférence étroite entre l'objet général d'étude (la vie en société) et les débats politiques et sociaux qui le traversent. Cette interférence pose particulièrement les questions du rapport à la vérité et du degré d'objectivité de l'évaluation. Le problème est partiellement géré par la sélection des évaluateurs et par l'organisation détaillée des critères d'évaluation. Mais la question ne s'y réduit pas. Elle introduit une réflexion sur la définition de « l'utile » et son statut contemporain dans les attentes sociales.
2. Le problème de l'évaluation de la pertinence des travaux renvoie à la sélection des champs d'étude retenus prioritairement. Cette sélection dépend d'objectifs politiques et sociaux plus ou moins précisément formulés à un moment donné, mais dépend directement aussi du (des) milieu(x) de référence qui sont constitués à travers la sélection des évaluateurs. Souvent, la non explicitation des finalités de la recherche sur programmes est en quelque sorte compensée par une lecture critique des procédures qui aboutissent au jugement en valeur sur la sélection des équipes retenues (jury) puis à l'appréciation des résultats mis en avant.

Il apparaît ainsi que les intérêts collectifs, politiques et professionnels, cherchent à se « grandir » en valeurs et qu'en retour, les valeurs contribuent à organiser et à mobiliser des intérêts.

IV. AU TOTAL, DEUX DIMENSIONS COMPLÉMENTAIRES D'ANALYSE DE L'ÉVALUATION DES SCIENCES SOCIALES SE DÉGAGENT

D'une part, l'évaluation implique un sacrifice des valeurs aux intérêts pour parvenir à une certaine commensurabilité ou comparabilité. D'autre part, au contraire, elle joue le rôle d'une sublimation des intérêts et de leur compétition sous les valeurs de la reconnaissance publique et de la multiplication des coordinations potentielles. Du premier point de vue, elle redescend de l'empyrée des valeurs liées à la recherche théorique pour revenir aux terrains tests de la vie socio-économique pratique. Du second, elle opère une remontée des intérêts qui se sont révélés bien coordonnés et compétitifs vers une reconnaissance empruntée aux valeurs de la comparaison objective.

Il nous faut alors évaluer l'évaluation, en lui rappliquant ses propres critères (de sublimation des intérêts par la comparaison objective), et il faut aussi identifier le processus de remontée en valeur qu'elle permet. Il faut donc nous demander comment penser les incertitudes intellectuelles de l'évaluation, qui naissent en particulier des interférences quasi constantes entre épreuve de vérité et débats politiques et sociaux.

Mais il faut aussi analyser les contradictions d'une démarche d'évaluation, qui se réfère souvent à la neutralité et à l'objectivité mais qui, en conditionnant de plus en plus l'allocation de ressources (financements contractuels et promotions de carrière), s'avère être aussi un dispositif de sélection professionnelle et d'autorité sociale. Dans ce cas, loin d'assurer une remontée en valeur, elle ne serait que la transmutation directe de la compétition et de la coordination des intérêts en valeurs socialement reconnues.

Dès lors une question demeure : l'évaluation qui a subverti le processus classique de manifestation des valeurs laisse-t-elle encore un rôle reconnaissable à la manifestation des valeurs par le sacrifice des intérêts, et quelle notion de valeur est encore capable de se dégager de cette subversion ?

*Institut d'Etudes Politiques, Aix-en-Provence
Université de Provence*